

CT/CISSE

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple –Un But –Une Foi

**CONSULTATION SUR L'EVALUATION CONJOINTE DE
L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL EN AFRIQUE
REALISEE PAR LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
(BAD) ET LE FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT (FIDA)**

**DISCOURS DE M. AGHATAM AG ALHASSANE
MINISTRE DE L'AGRICULTURE DU MALI**

Bamako, le 29 septembre 2009

Madame le Ministre de l'Élevage et de la Pêche ;

Monsieur le Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement ;

Monsieur le Ministre de l'Économie et des Finances ;

**Monsieur le Ministre de l'Industrie, des Investissements et du
Commerce ;**

**Monsieur le Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre chargé du
Développement intégré de la Zone Office du Niger ;**

Madame le Commissaire à la Sécurité Alimentaire ;

**Monsieur le Ministre Délégué chargé de l'Agriculture du Burkina
Faso ;**

**Monsieur le Directeur du Département des Opérations d'Évaluation
de la BAD ;**

Monsieur le Directeur du Bureau des Évaluations du FIDA ;

**Messieurs les représentants des départements ministériels des
pays frères ;**

Messieurs les représentants de la société civile des pays frères ;

Honorables invités ;

Chers participants ;

Mesdames, Messieurs ;

La volonté politique de faire du Mali, une puissance agricole et de le porter au rang des pays émergents, est clairement affichée, dans le Projet de Développement Economique et Social (PDES), projet nourri par son Excellence, **Monsieur Amadou Toumani TOURE**, Président de la République du Mali pour les populations de notre pays, au cours de son deuxième mandat.

Une telle ambition est, j'en suis convaincu, assurément nourrie par l'ensemble des dirigeants des pays africains.

En témoigne les multiples initiatives en cours, en Afrique, pour réaliser les objectifs de souveraineté alimentaire.

Elever nos différents pays au rang de puissance agricole est également un enjeu de premier plan dans l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement, face à une population dont les besoins alimentaires croissent plus vite que la production alimentaire.

Au Mali, cette volonté est traduite par le Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté et la Loi d'Orientation Agricole, deux outils majeurs de notre politique de développement économique et social, conçus et mis en œuvre en collaboration avec les acteurs de la société civile et les partenaires techniques et financiers.

L'objectif recherché est double :

- **Premièrement** : assurer l'accroissement de la productivité des différents systèmes de production par l'intensification agricole, combinant la disponibilité de l'eau, l'approvisionnement en intrants, l'équipement des petits producteurs et la mécanisation de l'agriculture ;
- **Deuxièmement** : réussir la valorisation des filières agricoles à travers des unités de transformation adaptées et performantes.

**Honorables Invités,
Mesdames, Messieurs ;**

Au regard de nos ambitions respectives et des orientations données à notre agriculture, conformément aux engagements que nos Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adopté au Sommet de Maputo en 2002, la BAD et le FIDA ont procédé à une évaluation conjointe de l'Agriculture et du Développement Rural en Afrique.

La présente rencontre de Bamako est un moment privilégié pour mesurer le chemin parcouru.

L'occasion est donc opportune pour vous souhaiter la bienvenue en terre africaine du Mali.

Et comme le veut la tradition : **''Aw bissimila''**

En cette heureuse circonstance, je voudrais, d'abord, remercier les représentants des pays frères pour leur présence de qualité à la concertation de Bamako.

Vous traduisez ainsi votre détermination à relever le défi de promouvoir le développement Agricole global et durable de l'Afrique pour une souveraineté alimentaire durable.

Qu'il me soit, ensuite, permis de remercier et féliciter la BAD et le FIDA pour avoir décidé de réaliser l'évaluation de l'Agriculture et du Développement rural en Afrique.

Deleted:

Une telle action est à la dimension de l'engagement de ces deux prestigieuses institutions en Afrique : en témoigne le volume et la qualité de leurs portefeuilles respectifs dans nos Etats.

Cet engagement se traduit au Mali, par le rang qu'occupent ces deux Institutions dans le financement du développement rural.

En effet, la neuvième revue du portefeuille du secteur rural malien place la BAD au deuxième rang, et le FIDA au quatrième rang des investisseurs pour notre pays.

Les récentes interventions de la BAD, en sa qualité de tête file dans le cadre du Projet de Développement de l'Irrigation dans le Bassin du Bani et à Sélingué, dont le coût est évalué à environs 108 milliards de francs CFA, confirment, si besoin en

était, le niveau très élevé de l'engagement de la BAD en faveur du secteur rural.

C'est aussi, le lieu pour nous, de souligner la constance dont a fait preuve le FIDA, à la satisfaction générale des bénéficiaires et du Gouvernement, pour financer des projets de développement depuis plus de 25 ans.

De sa création en 1977 à 2005, le FIDA a financé, au moyen de dons et de prêts, plus de 149 projets dans les 24 Pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, pour un montant total de plus de 3,6 Milliards de dollars.

Sur la même période, les opérations du FIDA en faveur du Mali totalisent plus de 130 millions de dollars.

Ces différents projets de développement de l'Agriculture ont contribué substantiellement à rehausser le niveau de vie des populations bénéficiaires en leur assurant une diversification de leurs revenus.

Honorables invités,

Mesdames, Messieurs,

L'économie rurale de l'Afrique est caractérisée par une balance commerciale agricole déficitaire qui menace sérieusement son Agriculture et accroît la dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur.

Malgré la richesse de l'Afrique en ressources agro-sylvo-pastorales et la profusion d'efforts de planification et de rationalisation de la gestion du développement rural, force est de constater que les différentes politiques et stratégies mises en œuvre ne se sont pas toujours soldées par des résultats à la hauteur des ambitions que nous avons nourries pour nos populations.

La présente consultation de haut niveau, portant sur l'évaluation conjointe de l'Agriculture et du Développement Rural en Afrique, réalisée par la BAD et le FIDA, contribuera à donner une plus grande lisibilité au développement de l'Agriculture africaine.

Dans cette perspective, il est indéniable que la riche expérience accumulée par des partenaires aussi stratégiques que le BAD et le FIDA, sera d'un atout précieux.

Honorables invités,

Mesdames, Messieurs,

Je reste confiant, car l'association de compétences que nous constituons, apportera, avec méthode, des observations pertinentes et objectives pour améliorer le rapport qui est soumis à notre appréciation.

Toutefois, je me permets, sans anticiper sur les débats, de faire remarquer un certain nombre de constats auxquels notre agriculture est confrontée.

Il s'agit notamment de :

- la faiblesse des investissements dans l'Agriculture alors que nous nous proposons de développer le secteur ;
- la mutation de l'Agriculture en fait aujourd'hui une activité commerciale. De ce fait, elle est devenue une activité déséquilibrée et inégale entre le nord ou le sud ;
- le déséquilibre des échanges commerciaux conduisant l'Afrique à se nourrir des produits alimentaires extérieurs ;
- la faiblesse des échanges commerciaux de produits agricole entre les pays africains.

Au regard des ces constats déplorables, **que pouvons-nous recommander ou ambitionner ?**

La réponse sortira assurément de la présente concertation.

Pour notre part, nous souhaitons inverser la tendance actuelle.

C'est, à cet effet que nous sollicitons de nos partenaires techniques et financiers un accompagnement approprié pour relever le niveau des financements dans le secteur agricole, notamment en faveur des infrastructures et équipements, seul gage pour augmenter la productivité agricole.

Honorables invités,

Mesdames, Messieurs,

Avant de terminer mon propos, permettez-moi de renouveler mes remerciements à l'ensemble de nos partenaires techniques et financiers notamment Banque Africaine de Développement et le Fonds International de Développement Agricole pour la tenue de cette consultation.

Je puis, d'ores et déjà, vous assurer de la disponibilité du Gouvernement du Mali et de celui des autres pays africains, à accueillir favorablement vos recommandations.

Tout en souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare **ouverts**, les travaux de la consultation portant sur l'évaluation conjointe de l'agriculture et du développement rural en Afrique réalisée par la BAD et le FIDA.

Merci de votre aimable attention !